

Direction départementale des territoires
Direction départementale des territoires et de la mer

Aides ovines (AO) • campagne 2023

Pour tous les départements de métropole (hors Corse)

NOTICE d'utilisation

Télédéclaration

**Vous devez déclarer sur le site telepac votre *Demande d'aides ovines (AO)*.
N'oubliez pas de la signer en ligne.**

Vous pouvez télédéclarer sur le site telepac des *Bordereaux de perte et de localisation des animaux* durant toute la période de détention obligatoire.

Vous pouvez télécharger des pièces justificatives nécessaires le cas échéant.

Vous avez reçu un **nouveau code personnel telepac** par courrier fin novembre ou début décembre 2022.

Pour des raisons de sécurité, vous devez saisir ce code personnel au moins une fois chaque année.

Si vous ne vous êtes pas connecté à votre compte telepac depuis la réception de ce courrier ou si vous avez perdu votre mot de passe, vous aurez besoin de ce code personnel pour confirmer votre identité. Ce code personnel est valable un an.

Tout demandeur d'une aide animale doit s'assurer que les informations relatives à son exploitation sont correctes dans la télédéclaration des données d'exploitation de telepac, ou les modifier dans le cas contraire.

Dispositions générales

1. Qui peut demander les aides ovines ?

Vous pouvez demander l'**aide ovine de base** si :

- vous êtes agriculteur actif ;

Attention :

Pour vérifier votre qualité d'agriculteur actif, vous devez renseigner votre numéro de sécurité sociale dans le module de télédéclaration des données de l'exploitation. Cette saisie sera possible au cours du premier trimestre et il vous est recommandé de faire cette mise à jour au plus tard lors de la télédéclaration du Dossier PAC.

Par ailleurs, **si votre exploitation est en forme sociétaire**, vous devrez veiller à ce que chacun des associés soit identifié dans le dossier de la forme sociétaire. Chaque associé devra par ailleurs mettre lui-même à jour dans son dossier personnel l'ensemble des informations demandées, en particulier sa date de naissance et son numéro de sécurité sociale.

- vous détenez au moins **50 brebis éligibles** ;
- vous maintenez l'effectif engagé sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire (PDO) de 100 jours (cette période s'étend du **1^{er} février au 11 mai 2023 inclus**) ;
- vous respectez un **ratio de productivité** égal au nombre d'agneaux nés ou vendus sur l'exploitation au cours de l'année civile 2022 rapporté à l'effectif de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022. Pour le calcul du ratio, une brebis est

une femelle ayant atteint l'âge de 1 an ou ayant mis bas au 1^{er} janvier 2022. Un agneau vendu est un agneau vendu à moins de 1 an, au plus tard le 31 décembre 2022. Ce ratio déclaré est comparé à un ratio de référence national de 0,5 agneau né-vendu/brebis/an. Les modalités de vérification de ce critère, et les conséquences s'il n'atteint pas 0,5 agneau/brebis/an, sont précisées aux points 7 et 11 ;

- vous êtes enregistré à l'EDE conformément à la réglementation en vigueur (arrêté du 30 juillet 2014 relatif à l'enregistrement des exploitations et des détenteurs).

Vous pouvez demander l'**aide complémentaire pour les élevages ovins détenus par des nouveaux producteurs** si :

- vous bénéficiez de l'**aide ovine de base** ;
- vous êtes un **nouveau producteur** (cf paragraphe 5).

2. Quels animaux peuvent être primés ?

Un animal éligible à l'aide ovine est une **femelle de espèce ovine, qui, au plus tard le 11 mai 2023, a mis bas au moins une fois ou est âgée au moins d'un an, et a été maintenue pendant toute la PDO**. Pour être éligibles, les femelles doivent respecter les règles d'identification et d'enregistrement fixées par la réglementation sanitaire.

Les aides ovines sont versées pour un effectif d'au moins 50 brebis.

Le remplacement pendant la PDO des animaux engagés par des brebis ou des agnelles éligibles est possible (cf. paragraphe « *Notifier les remplacements d'animaux éligibles* » plus loin dans la présente notice).

3. Les conditions de dépôt de la déclaration

La **Demande d'aides** doit impérativement être télédéclarée sur le site telepac le **31 janvier 2023 au plus tard**. Toute demande télédéclarée sur le site telepac entre le 1^{er} et le 27 février 2023 inclus fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours autres que les samedis, dimanches et jours fériés). Aucune **Demande d'aides** ne pourra être déposée après le 27 février 2023.

4. Contenu de la demande

Dans le cadre de votre télédéclaration vous devez :

- vérifier les coordonnées bancaires ou les renseigner si vous demandez pour la première fois l'aide ou si vous changez de références bancaires pour le paiement de la campagne 2023 ;

Attention

Le nom figurant sur vos références bancaires doit correspondre exactement au nom du demandeur. Dans le cas contraire, les références bancaires ne peuvent pas être prises en compte.

- renseigner votre **Demande d'aides** en indiquant le nombre de femelles pour lequel vous demandez l'aide de base et si vous demandez à bénéficier de l'aide complémentaire pour les nouveaux producteurs. Vous devez indiquer les données permettant de calculer le ratio de productivité de votre exploitation : nombre d'agneaux nés en 2022, nombre d'agneaux vendus en 2022 et nombre de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022. On entend par agneau vendu un agneau/agnelle d'au moins de 1 an qui est sorti vivant de l'exploitation. On entend par brebis pour le calcul du ratio, une brebis âgée d'au moins 1 an au 1^{er} janvier 2022 et présente à cette date ;
- indiquer les lieux où seront localisés les animaux ;
- fournir les pièces justificatives le cas échéant.

Attention :

N'oubliez pas de SIGNER votre demande.

Une demande non signée **ne peut pas être prise en compte**.

Cas particuliers : données à fournir pour le calcul du ratio

1- Vous êtes nouveau producteur (définition du nouveau producteur au paragraphe 5. ci-après) :

il convient de mentionner le nombre de brebis que vous déteniez au 1^{er} janvier 2022 et les agneaux nés ou vendus sur votre exploitation en 2022 mais pas les brebis et les agneaux de votre cédant.

2- Vous n'êtes pas nouveau producteur mais demandez pour la 1^{ère} fois les aides ovines sous ce numéro package : il convient de mentionner le nombre de brebis que vous déteniez au 1^{er} janvier 2022 et les agneaux nés ou vendus sur votre exploitation en 2022.

>>

3- En cas de changement de la structure de votre exploitation (fusion, absorption, scission, entrée ou sortie d'une société...) ou reprise d'une exploitation existante (hors cas de nouveau producteur ou de 1^{ère} demande d'aide sous ce package) :

vous devez déclarer le nombre total de brebis et d'agneaux de l'année 2022 de l'exploitation ou des exploitations antérieures à ce changement de structure, et le cas échéant, des agneaux vendus et nés en 2022 sur l'exploitation qui demande les aides si elle a été créée en 2022.

4- Si vous n'êtes pas dans l'un de ces cas : vous devez déclarer les éléments réels concernant votre ratio.

Pour les quatre cas ci-dessus, vous pouvez demander à bénéficier d'une dérogation au ratio de productivité si vous n'atteignez pas le ratio de 0,5 et que cela résulte d'une situation exceptionnelle. Pour cela, vous devez faire parvenir à la DDT(M) les documents justifiant votre demande (par exemple l'inventaire ovin au 1^{er} janvier 2022 pour le cas des nouveaux producteurs).

5. Nouveau producteur : pièces justificatives

Vous pouvez demander à bénéficier de l'aide complémentaire pour les élevages ovins détenus par des nouveaux producteurs si vous êtes « nouveau producteur » au plus tard le 31 janvier 2023.

Les éleveurs à titre individuel sont dits « nouveaux producteurs » s'ils ont débuté une activité d'élevage ovin depuis moins de trois ans, soit entre le 1^{er} février 2020 et le 31 janvier 2023 et qu'ils n'ont jamais détenu auparavant d'élevage ovin à titre individuel ou en tant qu'associé d'une société.

Les éleveurs en forme sociétaire sont dits « nouveaux producteurs » si un des associés actifs a débuté une activité d'élevage ovin depuis moins de trois ans, soit entre le 1^{er} février 2020 et le 31 janvier 2023 et qu'il n'a jamais détenu auparavant d'élevage ovin à titre individuel ou en tant qu'associé d'une société.

Le caractère nouveau producteur peut être pris en compte au maximum pendant 3 années à compter de la date de début de l'activité. Il permet de bénéficier de l'aide complémentaire aux nouveaux producteurs et d'une dérogation au ratio pendant 3 ans maximum.

Dans ce cas, vous devez fournir avec votre demande d'aide ou au plus tard le 31 janvier 2023 la preuve de votre début d'activité en élevage ovin entre le 1^{er} février 2020 et le 31 janvier 2023, par exemple :

- une attestation indiquant la date de première affiliation au régime de protection sociale
- un document établi par l'EDE ou provenant de la BDNI établissant la date de création ou de détention d'un cheptel ovin.

6. Retrait, redépôt et modification de la demande

Après son dépôt, vous pouvez revenir sur votre **Demande d'aides** sous certaines conditions.

- Jusqu'au 31 janvier 2023, vous pouvez effectuer toute modification de votre télédéclaration et en particulier augmenter votre nombre de femelles engagées sans réduction pour dépôt tardif. Dans ce cas, vous devez le faire dans le cadre d'un redépôt d'aide, en modifiant sous telepac votre **Demande d'aides** initiale. **N'oubliez pas de signer** cette nouvelle demande afin que les nouveaux éléments déclarés soient pris en compte.

- Jusqu'au 27 février 2023, vous pouvez effectuer ces modifications, en envoyant à votre DDT(M) le **Formulaire de redépôt** téléchargeable sur telepac. En cas d'ajout d'animaux, celui-ci ne peut porter que sur des animaux présents sur l'exploitation depuis le premier jour de la période de détention obligatoire. Pour les dépôts postérieurs au 31 janvier 2023 et entraînant une augmentation de l'effectif engagé à l'aide, une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré pour dépôt tardif sera appliquée.

- Ensuite, sous réserve qu'aucun contrôle sur place ne vous ait déjà été notifié par votre DDT(M), vous pouvez modifier votre demande à l'aide du **Formulaire de redépôt** téléchargeable sur telepac, si vous avez oublié de demander l'aide aux nouveaux producteurs ou oublié de mentionner votre qualité de nouveau producteur en fournissant les justificatifs nécessaires. Vous pouvez effectuer ces modifications jusqu'au 20 septembre 2023. Toutefois, afin d'assurer la bonne instruction de votre demande, il est préconisé d'effectuer les éventuelles modifications avant le 15 juillet 2023 (à défaut votre paiement pourrait être retardé).

- **Toute diminution de la Demande d'aides liée à une perte d'animaux doit être notifiée à la DDT(M) dans les 10 jours ouvrés** suivant la sortie des animaux de l'exploitation. Vous devez utiliser à cet effet le **Bordereau de perte** disponible sur telepac. Vous y indiquerez le nombre d'animaux perdus, le motif de la réduction de l'effectif engagé ainsi que, le cas échéant, le nombre d'animaux que vous remplacez.

ATTENTION : La notification auprès de l'EDE dans les délais réglementaires et la notification de perte via le **Bordereau de perte** sont deux démarches différentes obligatoires à effectuer.

- **En cas de changement de détenteur** (cession d'exploitation par exemple), vous devez, **en plus des démarches et notifications auprès de l'EDE, informer la DDT(M) et notifier le changement de détenteur** également auprès de la DDT(M) à l'aide du **Bordereau de perte**. Le repreneur doit notifier les mouvements auprès de l'EDE.

7. Plafonnement des aides par le ratio de productivité

Le nombre d'animaux primés est proportionnel au ratio de productivité que vous déclarez.

Le calcul du ratio de productivité est basé sur le plus petit nombre entre le nombre de naissances et le nombre de ventes d'agneaux de l'exploitation au cours de l'année 2022. Ainsi, le ratio est calculé en divisant le nombre de naissances ou ventes d'agneaux constatées au cours de l'année civile 2022 par l'effectif de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022.

Si le ratio ainsi calculé est inférieur à 0,5 agneaux par brebis, l'effectif primé sera plafonné au nombre de brebis nécessaire pour atteindre un ratio de 0,5.

Par exemple, vous demandez l'aide pour 100 brebis et votre ratio de productivité est de 0,4. Votre effectif primé sera plafonné à $100 \times 0,4 / 0,5 = 80$ femelles.

Si votre situation justifie que vous n'atteignez pas le ratio de 0,5 (vous êtes nouveau producteur, primo déclarant, vous avez connu un problème sanitaire, un changement de situation juridique ...) vous pouvez demander une dérogation au ratio.

8. Le versement des aides

Le montant indicatif de l'aide de base s'élève à 23 €/animal (dont 2 € pour la majoration pour les 500 premières brebis de l'exploitation). Ce montant est susceptible d'être modifié en fonction du nombre d'animaux éligibles après réalisation des contrôles administratifs et sur place et des possibilités de transferts budgétaires.

Pour la majoration, la transparence GAEC s'applique pour le plafond des 500 premières brebis.

Le montant indicatif de l'aide complémentaire pour les nouveaux producteurs est de 6€ par animal.

L'aide sera versée par l'Agence de services et de paiement (ASP) à partir du 1^{er} décembre 2023.

Il pourra être versé une avance allant jusqu'à 50 % du montant de l'aide à partir du 16 octobre 2023 (après prise en compte des résultats des contrôles administratifs et sur place).

Transparence GAEC

Si la demande est formulée au nom d'un GAEC, le plafond de 500 brebis primables s'appliquera au niveau de chaque associé actif selon la répartition du cheptel basée sur les parts sociales détenues.

Si ce calcul est défavorable en raison des parts détenues par des associés non actifs, la transparence ne sera pas appliquée de manière à ne pas pénaliser le demandeur.

9. Dépôt de la déclaration de surfaces du dossier PAC 2023

Si vous disposez de surfaces agricoles exploitées, vous devez déposer un dossier de déclaration de surfaces au plus tard le 15 mai 2023.

La déclaration de surfaces doit comprendre toutes les parcelles que vous possédez, que vous louez, ou dont vous avez l'usage et que vous utilisez à des fins agricoles. Elle permet notamment de contrôler et de vérifier la localisation de vos animaux.

Vos engagements

10. Détenir les animaux éligibles sur votre exploitation

En signant votre demande d'aide ovine, vous vous engagez à maintenir en permanence l'effectif éligible déclaré sur votre exploitation du **1^{er} février au 11 mai 2023 inclus**.

Afin de pouvoir vérifier cet engagement, la DDT(M) doit pouvoir d'une part localiser le cheptel éligible tout au long de cette période de détention, et d'autre part être tenue au courant des pertes qui affectent le cheptel éligible. Dans ce cadre, des bordereaux que vous pouvez utiliser tout au long de la période de détention obligatoire sont disponibles sur telepac ou auprès de la DDT(M).

a• Localiser les animaux

Vous pouvez déclarer les lieux de détention de votre cheptel au cours de la période de détention lors de votre télédéclaration (paragraphe « *localisation des animaux* »), ou avec le **Bordereau de localisation** (formulaire papier ou sur telepac) si vous déplacez vos animaux en cours de PDO. **Tout lieu de localisation des animaux, même temporaire, doit être communiqué à la DDT(M).**

Lorsque vous remplissez votre formulaire de demande, si vos animaux sont localisés au cours de la période de détention obligatoire, même temporairement :

- **dans un bâtiment de votre exploitation** : vous devez préciser la commune où est localisé ce bâtiment dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire.

- **sur des parcelles déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2022** : vous devez cocher la case « *sur des îlots figurant dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2022* » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire.
- **sur des parcelles que vous n'avez pas déclarées dans votre déclaration de Surfaces 2022** : vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2022* » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire et préciser le nom de la commune de localisation, l'exploitant concerné, et, si vous les connaissez, les numéros d'îlots concernés.
- **sur des estives, des alpages ou des parcours collectifs** : vous devez cocher la case « *sur des estives, alpages ou parcours collectifs* » dans le paragraphe « *localisation des animaux* » du formulaire et préciser la dénomination de l'estive.

Exemples

- Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot acquis depuis votre dernière déclaration de surfaces, vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2022* » même si ces îlots seront déclarés dans votre déclaration de surfaces 2023.
- Si vos animaux sont susceptibles de se trouver pendant la période de détention obligatoire sur un îlot prêté par un autre exploitant à des fins de pâturage, vous devez cocher la case « *sur des îlots ne figurant pas dans le registre parcellaire de ma déclaration de surfaces 2022* » même si le déplacement est temporaire.

Au cours de la période de détention obligatoire :

- si vous **déplacez vos animaux**, même temporairement, dans des lieux qui n'ont pas été déclarés dans votre formulaire de demande (par exemple un îlot acquis depuis le dépôt de votre demande), vous devez adresser un **Bordereau de localisation** à la DDT(M) **avant de déplacer vos animaux** (voir ci-dessous le paragraphe « *comment remplir un Bordereau de localisation ?* ») ou utiliser le service de télédéclaration de la localisation sur telepac.

Comment remplir un Bordereau de localisation ?

Après avoir renseigné les informations vous concernant (pacage, nom, ...) vous devez cocher la ou les cases correspondant à votre situation.

Dans le cas où vous allez déplacer vos animaux sur des îlots non déclarés dans le registre parcellaire de votre déclaration de surfaces 2022, vous devez compléter le tableau du formulaire. Deux cas de figure peuvent se présenter :

- vous connaissez les références de ces îlots, alors indiquez le numéro Pacage ou le nom de l'exploitant ayant déclaré ces îlots, la commune où ils sont localisés, ainsi que leurs références ;
- si vous ne connaissez pas les références des parcelles sur lesquelles vous allez déplacer vos animaux, alors indiquez de la manière la plus précise possible la localisation de ces parcelles (commune, nom du propriétaire éventuel, lieu-dit ou autres précisions).

b• Notifier les cas de diminution d'effectif

Vous devez communiquer à la DDT(M) toute diminution, au cours de la période de détention obligatoire, de l'effectif engagé :

- **s'il s'agit d'une vente**, par exemple, vous devez notifier cette perte dans un délai de **10 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) ;
- **s'il s'agit d'une circonstance naturelle** : lorsqu'un animal meurt des suites d'une maladie ou des suites d'un accident dont vous ne pouvez pas être tenu pour responsable et que cette disparition vous empêche de respecter le maintien de l'effectif engagé pendant la période de détention obligatoire, vous devez notifier cette perte dans un délai de **10 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) **et envoyer un courrier à la DDT(M)** demandant la prise en compte de la circonstance naturelle accompagné des justificatifs correspondants ;
- **s'il s'agit d'un cas de force majeure**, c'est-à-dire lorsqu'un événement exceptionnel comme une catastrophe naturelle grave, une épizootie ou une incapacité professionnelle de longue durée (les cas de force majeure sont précisément définis par la réglementation) vous empêche de respecter votre engagement de maintien des animaux sur votre exploitation, vous devez notifier cette perte dans un délai de **30 jours ouvrés** (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) **et envoyer un courrier à la DDT(M)** demandant la prise en compte de la force majeure accompagné des justificatifs correspondants.

La notification s'effectue au moyen du **Bordereau de perte**. Indiquez sur le **Bordereau de perte** la date de la perte, le nombre d'animaux perdus, ainsi que le motif de la perte.

ATTENTION : un bordereau ne doit présenter que des pertes ayant eu lieu à une même date.

En cas de changement de détenteur en cours de PDO (ex. : cessation d'activité et reprise par un autre détenteur), les mouvements des animaux doivent être notifiés à l'EDE dans le délai réglementaire de 7 jours calendaires, même si les animaux ne changent pas de localisation. La notification *via* le **Bordereau de perte** doit également être transmise dans les délais à la DDT(M). Dans ces situations, et dans certaines conditions, des dérogations au maintien en cours de PDO peuvent être accordées, notamment dans le cadre des changements des structures juridiques.

c• Notifier les remplacements d'animaux éligibles

Vous avez la possibilité de remplacer un animal éligible par un autre au cours de la période de détention obligatoire. L'animal doit être remplacé dans un délai de 10 jours calendaires, et, dans le cas où le remplacement est effectué avec un animal qui n'était pas détenu jusqu'à maintenant sur l'exploitation, le mouvement d'entrée doit être inscrit dans le registre dans un délai de 3 jours calendaires. Vous devez notifier à la DDT(M) ce remplacement dans les 10 jours ouvrés (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) suivant le remplacement au moyen du **Bordereau de perte**. S'il s'agit d'un achat ou d'une mise en pension, vous devez, de plus, notifier ce mouvement à l'EDE dans un délai de 7 jours après l'arrivée des animaux.

ATTENTION : un bordereau ne doit présenter que des pertes ayant eu lieu à une même date.

Vous avez la possibilité de remplacer des animaux éligibles engagés et sortis par des **agnelles éligibles nées et identifiées au plus tard le 31 décembre 2022**, dans la limite de **20% de l'effectif engagé**. Vous devez **notifier tous les remplacements par des agnelles**, qu'elles soient déjà présentes ou non sur votre exploitation au début de la période de détention obligatoire.

d• Justifier du maintien de l'effectif éligible

En cas de contrôle sur votre exploitation, le contrôleur doit pouvoir vérifier, sur la base d'un **registre**, que le nombre de femelles que vous déclarez dans votre **Demande d'aides ovines** est bien présent sur votre exploitation pendant toute la période de détention obligatoire.

Vous devez donc détenir les informations suivantes :

- le nombre de brebis qui ont mis bas au moins une fois ou qui sont âgées d'au moins un an au 11 mai 2023 ;
- les mouvements de brebis (nombre de brebis entrées et sorties) ;
- si vous voulez remplacer des femelles éligibles par des agnelles éligibles, la liste des agnelles ainsi que leur date de naissance, la liste des repères d'identification livrés et leur date de pose ;
- et toute autre pièce justifiant des effectifs pour les cas particuliers (nouveau producteur, changement de structure de l'exploitation, reprise d'exploitation).

Si vous ne disposez pas déjà d'un système de suivi permettant d'enregistrer ces informations, vous devez tenir à jour le registre **Document de suivi des mouvements des brebis disponible sur telepac ou auprès de la DDT(M).** La notice de ce **Document de suivi** recense notamment toutes les pièces à conserver afin de pouvoir justifier du maintien de l'effectif éligible sur votre exploitation au cours de la période de détention obligatoire.

11. Justifier du ratio de productivité

En cas de contrôle sur votre exploitation, le contrôleur doit pouvoir vérifier que le nombre d'agneaux nés et vendus en 2022 et le nombre de brebis présentes en 2022, que vous déclarez dans votre demande d'aide ovine, mesurent la productivité effective de votre élevage.

Vous devez donc détenir les informations suivantes :

- le nombre de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022 ;
- le nombre des naissances intervenues sur l'exploitation en 2022 ;
- le nombre de ventes d'agneaux intervenues sur l'exploitation en 2022 ;
- et toute autre pièce justifiant des effectifs pour les cas particuliers (nouveau producteur, changement de structure de l'exploitation, reprise d'exploitation, entrée ou sortie d'une société...).

12. Respecter la réglementation relative à l'identification des animaux

1 – Toutes les femelles (brebis et agnelles) potentiellement éligibles doivent respecter la réglementation sanitaire.

- elles doivent être identifiées, conformément à la réglementation sanitaire (arrêté du 19/12/05 relatif à l'identification des animaux des espèces ovine et caprine modifié) ;
- les repères d'identification des ovins doivent être maintenus en permanence.

Cette identification comprend obligatoirement un repère d'identification électronique ;

- un registre d'identification comportant toutes les informations propres à l'identification et aux mouvements des animaux doit être tenu et conservé sur l'exploitation.

Ce document doit comporter :

- le recensement des animaux âgés de plus de 6 mois présents au 1^{er} janvier 2023 ;
- le nombre des animaux nés au cours de l'année 2022 ;
- le double ou la copie des documents de circulation des animaux entrés ou sortis de l'exploitation ;
- le double des documents d'enlèvement (équarrissage) ;
- la liste des repères livrés et la date de pose de chaque repère.

Tous les mouvements d'animaux doivent être notifiés à l'EDE dans un délai de 7 jours.

2 – De plus, le respect de la réglementation comporte la **nécessité, dans le cadre des aides ovines, d'identifier les agnelles** destinées à remplacer des femelles engagées et sorties. Cette identification doit être réalisée :

- au moyen d'une boucle électronique posée au plus tard le 31 décembre 2022,
- puis, au moyen d'une deuxième boucle, dite boucle conventionnelle, posée avant l'âge de 6 mois.

Par ailleurs, le registre d'identification doit comporter la liste des agnelles potentiellement éligibles (nées au plus tard le 31 décembre 2022 et correctement identifiées).

Si vous souhaitez des informations plus précises sur vos obligations en matière d'identification de vos animaux, vous pouvez contacter le service Identification de l'Établissement départemental de l'élevage (EDE).

Attention

Les animaux n'ayant jamais été identifiés sont susceptibles d'être euthanasiés.

Vérifications et réductions

13. Vérifications administratives

a• Dépôt tardif

Toute **Demande d'aides ovines** télédéclarée sur le site telepac entre le 1^{er} et le 27 février 2023 fera l'objet d'une réduction du paiement égale à 1% par jour ouvré (jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés). La demande d'aides ne sera pas possible après le 27 février 2023.

b• Non-respect du ratio de productivité

Lorsqu'un écart est constaté entre le nombre de naissances et le nombre de ventes d'agneaux au cours de l'année 2022, c'est le plus petit nombre qui est pris en compte pour la vérification du respect de la productivité de votre élevage, afin de ne prendre en compte que les agneaux vendus qui sont nés sur votre exploitation. Ainsi, il sera vérifié que la productivité de votre élevage, mesurée par un ratio égal au nombre de naissances/ventes d'agneaux constatées au cours de l'année civile 2022 rapporté à l'effectif de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022, est au moins égale au ratio minimum de 0,5 agneau vendu/brebis/an pour l'aide ovine.

Si le ratio calculé est inférieur à 0,5, le nombre d'animaux éligibles déterminés à l'aide de base est diminué à due proportion du ratio de productivité respecté en 2022 au regard du ratio de 0,5, sous réserve que le nombre d'animaux éligibles détenus au terme de la PDO soit supérieur ou égal à 50.

14. Contrôles

Au moins 10% des demandeurs d'aides ovines 2023 feront l'objet d'un contrôle sur place. Ces contrôles sont réalisés par les Délégations régionales de l'Agence de services et de paiement (ASP). Vous vous engagez dans votre demande d'aides à permettre l'accès de votre exploitation aux autorités compétentes et à faciliter le contrôle (contention des animaux si nécessaire, présentation de tout document utile au contrôle). **Il est rappelé que tout refus de contrôle entraîne le rejet de la demande d'aides pour l'année considérée.**

a• Vérification de l'effectif de femelles éligibles (brebis et agnelles de remplacement) présentes sur votre exploitation (contrôle physique)

Le contrôleur procède à un comptage des femelles éligibles et vérifie qu'elles sont correctement identifiées. Seules les femelles correctement identifiées sont comptabilisées dans votre effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que vous êtes bien détenteur des femelles éligibles, à partir d'un échantillon. Une extrapolation à partir des animaux constatés comme non détenus dans l'échantillon sera effectuée sur l'effectif total afin de déterminer au prorata un effectif d'animaux non détenus. Ces animaux seront déduits de l'effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que les femelles éligibles sont localisées conformément aux éléments que vous avez déclarés dans votre **Demande d'aides ovines** (au paragraphe « Localisation des animaux ») ou dans vos **Bordereaux de localisation**.

b• Vérification de l'effectif de femelles éligibles (brebis et agnelles de remplacement) dans les documents de l'exploitation (contrôle documentaire)

Documents à présenter au contrôleur

- La liste des numéros des repères d'identification livrés et leur date de pose ou le carnet d'agnelage.
- Le document de suivi des femelles éligibles.
- Les justificatifs à fournir à l'appui des **Documents de suivi** des femelles éligibles :
 - factures de vente / achat,
 - bons d'enlèvement,
 - bons d'équarrissage,
 - documents de circulation,
 - **Bordereaux de perte/remplacement**,
 - documents permettant d'attester de la détention d'un animal qui n'est pas né sur l'exploitation.

Le contrôleur vérifie les conditions d'éligibilité des femelles à l'aide des documents justificatifs (liste des repères d'identification livrés et leur date de pose, carnet de mises bas).

Si vous ne disposez pas de ces documents, les femelles ne sont pas comptabilisées dans votre effectif éligible.

Le contrôleur vérifie que vous avez un document sur lequel est inscrit :

- le nombre de brebis éligibles, c'est-à-dire le nombre de femelles qui auront au moins 12 mois ou qui auront mis bas au 11 mai 2023 ;
- le nombre de brebis entrées sur l'exploitation et celles sorties de l'exploitation entre le 1^{er} février 2023 et le jour du contrôle ;
- le nombre d'agnelles potentiellement éligibles, c'est-à-dire le nombre de femelles jeunes nées sur l'exploitation et identifiées conformément à la réglementation au plus tard le 31 décembre 2022.

Si vous ne disposez pas de ce document, aucune femelle n'est éligible à l'aide.

Le contrôleur vérifie que les **Bordereaux de perte/remplacement** ont été effectués dans les délais et, dans le cas d'achats/ventes de femelles éligibles, que la notification auprès de l'EDE a été réalisée dans les délais.

Le non-respect de ces délais peut entraîner une réduction de l'aide voire le calcul d'une sanction supplémentaire.

c• Vérification du ratio de productivité

Le contrôleur calcule le ratio de productivité correspondant au nombre de ventes d'agneaux constaté sur l'année civile 2022 rapporté au nombre de brebis présentes au 1^{er} janvier 2022.

Si ce ratio est inférieur à 0,5, le nombre d'animaux éligibles déterminé à l'aide est diminué à due proportion du ratio de productivité respecté en 2022 au regard du ratio de 0,5, sous réserve que le nombre d'animaux éligibles détenus au terme de la PDO soit supérieur ou égal à 50.

Si le ratio de productivité constaté en contrôle sur place est inférieur au ratio déclaré, des sanctions sont calculées pouvant aller jusqu'au non-versement de l'aide et l'application d'une pénalité supplémentaire égale au montant correspondant.

15. Réductions en cas d'écart

Les animaux pour lesquels il est constaté lors du contrôle sur place qu'ils ne remplissent pas les conditions d'éligibilité ne sont pas payés.

Par ailleurs, lorsqu'un écart est constaté entre l'effectif engagé lors de votre déclaration et l'effectif maintenu éligible constaté suite au contrôle sur votre exploitation, une sanction supplémentaire est calculée pouvant aller jusqu'à un non paiement de l'aide et, pour les écarts les plus importants, au calcul d'une sanction supplémentaire.